



RÉCONCILIATION

LE TEMPS DE LA COHÉSION

► 2-7

CHRONIQUE
«ESPRIT CRITIQUE»
LA CONDITION
AUTOCHTONE EN QUESTION

► 2-3

ENVIRONNEMENT
FEUX DE FORÊT,
COLLABORATION
NÉCESSAIRE

► 5

ARTS ET CULTURE
RÉCONCILIATION,
LE LEITMOTIV
DE DIANA FROST

► 6

ÉDUCATION



**CAMPUS
SAINT-JEAN**
LES DOUTES
PERDURENT

► 8

ÉDUCATION



EN RÉGION
IL RESTE
DES POSTES
À POURVOIR

► 9

CHRONIQUE «JEUNESSE»



SOMMEIL
À PRÉSERVER

► 11

ENVIRONNEMENT



PLASTIQUE
DIGESTE, RIEN
DE CERTAIN

► 13

ARTS ET CULTURE



EDMONTON
UNE BELLE
SAISON ANNONCÉE

► 14



REGARD SUR LA CONDITION AUTOCHTONE



↑ Kamloops Residential School (C.-B.) était le plus grand pensionnat autochtone au Canada. Photo : Archives Le Franco - Simon-Pierre Poulin

Étienne Haché
est philosophe
et professeur
de Lettres /
Philosophie.

Indiens, Amérindiens, Premières Nations, Autochtones? Il n'y a pas de réponse parfaite à cette question. Avec cinquante Nations autochtones totalisant 1,7 million d'habitants répartis dans plus de 600 communautés un peu partout au pays, il est parfois difficile de s'y retrouver. Une chose est sûre, les termes «Indiens» et «Amérindiens» sont galvaudés et chargés d'une connotation péjorative.

Pour un terme plus englobant, on peut se référer à la terminologie employée par le gouvernement du Canada (article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*). Sur le site officiel des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, il est mentionné que «le terme "Autochtones" désigne les premiers peuples d'Amérique du Nord et leurs descendants». En outre, «la *Constitution canadienne* reconnaît trois groupes de peuples autochtones : les Indiens ([...] les "Premières Nations"), les Inuits et les Métis». Si le terme «Premières Nations» est d'usage courant, celui d'«Autochtones» est reconnu par les Nations Unies.

DE QUI PARLE-T-ON?

Le domaine de la recherche universitaire connaît toute la difficulté et l'importance d'adopter un lexique approprié. L'investissement du chercheur doit être en adéquation avec les populations. Or, mimétisme et faux-semblant sont des pratiques persistantes. Les études autochtones étant devenues un effet de mode avec les énormes subventions gouvernementales, l'obsession d'une subvention ou encore une pseudo-ascendance autochtone nuisent au milieu de la recherche.

La terminologie contribue également à une meilleure compréhension de la culture autochtone. Hélas, cela ne suffit pas à vaincre tous les stéréotypes qui sont ancrés et renforcés par la croyance que nous sommes uniques. Malgré les efforts des chercheurs et les politiques publiques déployées durant des décennies pour promouvoir la culture autochtone, incluant des initiatives locales comme les *pow-wow* qui offrent un temps pour le croisement des cultures, force est de constater que les Autochtones sont encore victimes d'injustice et d'exclusion.

Nous défendons des valeurs individualistes, ce qui explique que nous n'avons pas toujours d'intérêt pour des pratiques ancestrales. Et s'il nous arrive, par-delà les clivages linguistiques et politiques, de défendre des projets communs, jamais nous ne voyons dans la culture autochtone une sagesse capable de contribuer à notre identité. Avouons que cette attitude est non seulement étrange, mais la preuve d'un esprit franchement ignorant.

MEA CULPA

Faut-il entrer sur un terrain glissant comme celui des restes d'enfants trouvés sur l'ancien site du pensionnat de Kamloops, de faire le procès des écoles résidentielles, de régler des comptes avec l'Église catholique ou de rappeler les nombreuses femmes autochtones disparues? L'amnésie dont souffre notre si grand pays fut suffisamment décriée par les médias étrangers. Européens et Américains se délectèrent en effet entre le printemps 2021 et la visite papale en juillet 2022.

Qu'on le veuille ou non, nous sommes les héritiers d'une civilisation traversée par des



GLOSSAIRE

GANGRENER

Entamer l'intégrité de quelqu'un ou de quelque chose

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

tragédies et des atrocités, dont certaines honteusement commises au nom de la foi chrétienne. Cela ne nous honore aucunement. Nous devons néanmoins assumer cette portion douloureuse de notre histoire. Les peuples autochtones n’ont que faire de nos états d’âme et

« NOUS DÉFENDONS DES VALEURS INDIVIDUALISTES, CE QUI EXPLIQUE QUE NOUS N’AVONS PAS TOUJOURS D’INTÉRÊT POUR DES PRATIQUES ANCESTRALES. »

« UN FAIT DEMEURE QUI EXPLIQUE LE DEGRÉ D’AFFLICTION DU PAPE FRANÇOIS LORS DE SA DERNIÈRE VISITE AU CANADA : LA DIGNITÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES N’EST PAS RECONNUE. »

Nous devons donc progresser par un dialogue franc et sincère.

AU PAYS DU MULTICULTURALISME
Un fait demeure qui explique le degré d’affliction du pape François lors de sa dernière visite au Canada : la dignité des peuples autochtones n’est pas reconnue. Cela tient sans doute au passé colonial du pays, mais aussi à notre existence

politique qui ne leur laisse que très peu de place au sein de la fédération canadienne. Pour exemple, le multiculturalisme — version moderne du cosmopolitisme stoïcien et du pluralisme chrétien — qui, en quelques décennies à peine, a complètement transformé le pays en une mosaïque culturelle. Nous en sommes fiers, avec raison.

Rien n’est moins sûr en revanche que l’identité autochtone y trouve son compte. Un défaut apparent du multiculturalisme qui taraude en permanence l’identité canadienne vient du fait que nous estimons toujours possible d’embrasser de grandes ambitions universalistes, entièrement nouvelles, alors que d’anciens problèmes nationaux, tels que la condition autochtone, ne sont toujours pas résolus. Cette contradiction serait parfaitement normale si seulement nous pouvions l’assumer. Mais c’est bien loin d’être le cas.

En témoigne la Commission Laurendeau-Dunton en 1963 qui conclut à l’existence de deux sociétés distinctes, dont le Québec. Or, non seulement cette Commission n’a pas fait de place aux peuples autochtones, mais les lieutenants québécois de Lester B. Pearson profondément antinationalistes (Pierre Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier) ignorèrent complètement les recommandations de «peuples fondateurs» au profit du bilinguisme et du multiculturalisme. Si bien qu’entre 1970 et 1990, la politique canadienne a tourné essentiellement autour de ces enjeux. Celles et ceux qui, comme moi, étudiaient en science politique au début des années 1990 découvraient *ad nauseam* que le pays était finalement composé de «deux solitudes».

DES ANNÉES DÉCISIVES...
En consultant mes anciennes notes de cours en système politique canadien et en étude du fédéralisme, je n’ai pas de trace que la condition autochtone fut abordée une seule fois. Rien de nouveau avec l’Accord du lac Meech (1987) qui se voulait une réponse du conservateur Brian Mulroney au rapatriement unilatéral de la *Constitution canadienne* en

mai 1982, sans l’adhésion du Québec. L’histoire retient qu’Elijah Harper, député à l’Assemblée législative du Manitoba, a fait échouer l’accord. Qui se souvient du discrédit jeté sur cet homme d’origine autochtone, au caractère tenace, soucieux de défendre la voix de son peuple? Très peu de gens, mis à part les constitutionnalistes et les commentateurs politiques. Par comparaison, Clyde Wells, alors premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, fut une vraie vedette nationale.

Les années qui suivirent l’adoption de la *Loi constitutionnelle de 1982* donnèrent lieu à une série de conférences des premiers ministres afin d’«identifier et définir» les droits ancestraux et issus de traités». Mais l’Assemblée des Premières Nations n’a pu tenir une position unifiée face aux deux ordres de gouvernement, notamment à cause des «11 traités numérotés» signés par certaines Nations avec l’État canadien entre 1871 et 1921. Quant à la modification de la *Loi sur les Indiens* (1985), elle n’apporta aucun gain notable aux Autochtones.

J’ai le souvenir de ces conférences qui étaient télédiffusées, où les chefs des Premières Nations, David Ahenakew en tête, habillés en tenues traditionnelles avec le tambour et le calumet de la paix, imposèrent la mélopée (la prière). Arrivé en retard à la conférence et visiblement très agacé par ce cérémonial, le cartésien premier ministre Pierre Elliot Trudeau, fils d’ancêtres catholiques irlandais et formé par les Jésuites au Collège Brébeuf, dût pourtant s’y résoudre... D’ailleurs, lui-même se mit par la suite à réciter à haute voix le «Notre Père» et le «Gloire soit au Père». La même question de l’autonomie gouvernementale des Premières Nations refera surface en 1992, mais l’espoir ne sera que de courte durée. Le référendum sur l’Accord de Charlottetown destiné au renouvellement de la *Constitution canadienne* sera rejeté par une majorité de Canadiens.

UNE PENSÉE AUTOCHTONE RECENTRÉE
Pauvreté, alcoolisme, violence, suicide sont les autres tristes réalités

qui **gangrèment** de l’intérieur les populations autochtones. La crise d’Oka en 1990 et celle d’Ipperwash en 1995 peuvent être considérées comme un reflet de ces difficultés socioéconomiques (cf. la Commission Erasmus-Dussault, 1996). Ce qui incitera, à partir des années 2000, parallèlement à la question de l’autonomie et de la gouvernance, à un recentrement sur le bien-être et le développement de la part des instances directrices des Premières Nations — dont la légitimité sera par ailleurs ternie par des accusations de collusion avec la GRC.

Ce recentrement (réveil) conduira tout d’abord à l’Accord de Kelowna en 2005. Certes, les conservateurs fédéraux reverront à la baisse l’engagement financier promis par les libéraux de Paul Martin, mais l’esprit de cet accord résonnera dans le *Règlement relatif aux pensionnats* (2006), ainsi que dans la Commission de vérité et réconciliation (2008). Il imprègnera également le mouvement *Idle No More* (2012) contre le projet de loi omnibus C-45 du gouvernement de Stephen Harper.

Un peuple, une communauté, une nation qui veut exister se projette dans l’avenir en regardant son passé. C’est l’autre effet positif du recentrement des instances directrices autochtones. Reste à savoir comment les enfants autochtones, qui sont les plus défavorisés au Canada (cf. le rapport *Vers la justice*, 2019), seront priorisés. Là me semble la clé du devenir des peuples autochtones : le retour sur le sentier de la reconnaissance, de la prospérité, de l’autonomie et de la dignité dont parle si bien Daniel L. Paul dans son livre sur *L’histoire des Premières Nations* au sous-titre assez révélateur : *Ce n’était pas nous les sauvages* (2020/1993). Cette priorité, la petite enfance, — les Autochtones détiennent le plus haut taux de natalité au pays —, touche aussi bien la santé, l’économie que l’histoire et l’éducation.

Au fait, qui garde en mémoire que Canada est un nom iroquois? ▲

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

5 Octobre 2023

Merci!

Le CSCE tient à souligner le travail exceptionnel de son personnel enseignant au quotidien, auprès des élèves.

accès æ emploi

SERVICES D'EMPLOI GRATUITS EN FRANÇAIS

202-8627 rue Marie-Anne-Gaboury (91 ST)
Edmonton AB T6C 3N1
J 780-490-6975
Sans frais : 1-866-490-6999
info@accesemploi.net
accesemploi.net

PLACEMENT EN EMPLOI

• Connexions avec les employeurs
• Cours d'appoint payés
• Ateliers d'anglais gratuits

PLACEMENT EN EMPLOI POUR LES JEUNES ÂGÉS DE 15 À 30 ANS

• Support financier durant la recherche d'emploi
• Financement pour les formations accréditées
• Subventions salariales offertes aux employeurs

PRÉPARATON À L'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

• Rédaction/révision de CV
• Mentorat
• Stage d'observation en milieu de travail

CHERS LECTEURS, CHÈRES LECTRICES EN RÉGION, VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES. AFIN QUE L'ON RETROUVE VOTRE ACTUALITÉ FRANCOPHONE DANS NOS PAGES, PARTAGEZ-NOUS VOS ÉVÉNEMENTS, VOS COUPS DE CŒUR ET VOS QUESTIONS!
ÉCRIREZ-NOUS À redaction@lefranco.ab.ca

LANGUES AUTOCHTONES ET RÉCONCILIATION : «QUI FAIT LE TRAVAIL?»



SOCIÉTÉ

FRANCOPRESSE



IL Y A UNE RAISON POUR LAQUELLE NOS LANGUES ONT ÉTÉ ATTAQUÉES, POUR LAQUELLE NOS ENFANTS ONT ÉTÉ PRIS, VOLÉS, KIDNAPPÉS ET TRAFIQUÉS.»

Belinda kakiyosēw Daniels



NOUS FAISONS PARTIE DE LA NATURE. LES COLONS CROIENT POSSÉDER LA NATURE.»

Belinda kakiyosēw Daniels



GLOSSAIRE

DÉCLIN
Décroissement

MARIANNE DÉPELTEAU
JOURNALISTE

De moins en moins d'Autochtones au Canada ont comme langue première parlée des langues autochtones. Pour certains spécialistes, la survie de celles-ci n'est pas assurée, malgré les efforts du gouvernement fédéral.

En 2010, un rapport de l'UNESCO identifiait 86 langues autochtones au Canada, selon les données du recensement de 2001. Ces langues se trouvaient soit en situation «vulnérable», «en danger certain», «sérieusement en danger» ou en «situation critique».

À l'époque, les langues en danger n'étaient parlées que par 10 % des locuteurs, l'autre 90 % ayant comme première langue parlée une langue autochtone viable.

Aujourd'hui, le Canada enregistre un **déclin** continu du nombre de locuteurs.

Selon le recensement de 2021, environ 237 420 Autochtones déclaraient «pouvoir parler une langue autochtone assez bien pour pouvoir tenir une conversation». Une baisse de 4,3 % comparativement à 2016.

Le nombre d'Autochtones ayant déclaré une langue autochtone comme la première langue apprise à la maison durant l'enfance a baissé de 7,1 % par rapport à 2016, et une hausse de 6,7 % a été enregistrée pour les langues autochtones comme langue seconde.

UNE RÉAPPROPRIATION DES LANGUES AUTOCHTONES

Selon Belinda kakiyosēw Daniels, professeure nēhiyaw en éducation autochtone à l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique, cette augmentation vient de locuteurs et d'apprenants qui se réapproprient la langue et qui la rapportent à la maison.

Elle constate un développement lent, mais certain, de programmes de langue seconde, d'immersion et de cours de langues autochtones : «Il y a un intérêt grandissant.»

«Il y a aussi la récente *Loi sur les langues autochtones*, ça va aider, assure-t-elle. On a aussi un commissaire aux langues autochtones et trois directeurs. Toutefois, on a besoin de politiques à travers le pays ou par province.»

Elle rappelle qu'en 2022, le mi'kmaw est officiellement devenu langue d'origine en Nouvelle-Écosse. Selon la professeure, il faut «plus d'occasions et d'expériences de ce genre dans chaque province».

«Je ne sais pas pourquoi le gouvernement canadien pense que c'est si compliqué. Si tu vas en Europe, c'est très multilingue. Le Canada peut être de cette façon aussi.»

La *Loi sur les langues autochtones* a reçu la sanction royale en juin 2019 et découle d'appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.

Maintenant, «il faut de nouvelles politiques, des provinces, des conseils scolaires, des lois sur l'éducation qui aident à implanter la Loi sur les langues autochtones», détaille Belinda kakiyosēw Daniels.

La professeure indique également un besoin d'occasions et d'incitations liées à l'emploi où ces langues peuvent être employées.



↑ Belinda kakiyosēw Daniels fait de la recherche en lien avec les langues autochtones. Photo : Quin Bay

MANQUE DE FORMATEURS

Aujourd'hui candidat aux élections provinciales manitobaines, Robert-Falcon Ouellette est professeur agrégé en éducation autochtone à l'Université d'Ottawa et membre de la nation crie Red Pheasant en Saskatchewan. Il explique que la perte d'une langue engendre une perte de fierté.

«Le monde se questionne s'ils sont de vrais autochtones : "Ça fait trois générations, nous ne vivons plus sur des réserves, je suis autochtone mais je ne participe pas, je ne suis pas pratiquant dans les cérémonies traditionnelles" [...] Ils ont le sentiment de ne pas être de vrais participants dans leur propre culture.»

L'ancien député fédéral libéral est heureux de constater une initiative de conseils scolaires qui invitent des Aînés autochtones et des conseillers pédagogiques spécialisés sur les questions autochtones dans les écoles.

«[Les Aînés] vont dans des classes d'école et font des présentations, parlent avec les jeunes, organisent des activités, parfois enseignent la langue, l'histoire, les enseignements traditionnels autochtones, la connaissance traditionnelle.»

Mais il s'interroge : qui forme ces intervenants?

«Il n'y a pas d'université ou de collège qui octroie un diplôme à un Aîné pour dire qu'il est qualifié et qu'il sait de quoi il parle, rappelle le professeur. C'est la même chose avec les conseillers pédagogiques. Ils ont peut-être beaucoup lu sur les Autochtones dans des cours universitaires, peut-être qu'ils ont suivi un microprogramme. [...] Ils peuvent démontrer dans les livres ce que sont les Autochtones, mais est-ce qu'ils connaissent vraiment la vie ou les vraies traditions, les anciennes traditions des peuples autochtones?»

D'après lui, dans le cadre de la réconciliation, ça peut être très encourageant pour un jeune Autochtone de constater qu'un non-Autochtone a appris «au moins quelques mots».

«Ça devient un moment important pour le jeune de dire que sa langue est importante et que lui aussi devrait la connaître.»

Mais la même question lui revient à l'esprit : qui sont les enseignants qualifiés?

LE POUVOIR DE LA LANGUE

«Si tout le monde parlait sa langue autochtone, nous aurions un sens d'identité et de connexion à la terre, et nous serions capables de nous exercer avec souveraineté», affirme Belinda kakiyosēw Daniels.

Selon elle, «ça ne serait pas l'intérêt de la Couronne britannique», qui a longtemps tenté d'assimiler les peuples autochtones.

«Il y a une raison pour laquelle nos langues ont été attaquées, pour laquelle nos enfants ont été pris, volés, kidnappés et trafiqués, explique-t-elle. Ça nous a pris un moment pour nous relever et nous réapproprier qui nous sommes, et la langue est la chose la plus importante pour la Nation.»

La chercheuse appelle le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités à davantage mettre en œuvre la Loi sur les langues autochtones afin de les revitaliser, mais doute du travail effectué actuellement.

«La question que je me pose, c'est qui s'en occupe? Qui fait le travail? Parce que de mon expérience et de ce que je vois, de l'endroit où je suis, c'est principalement les Premières Nations qui font le gros du travail quand il s'agit de revitaliser nos langues.»

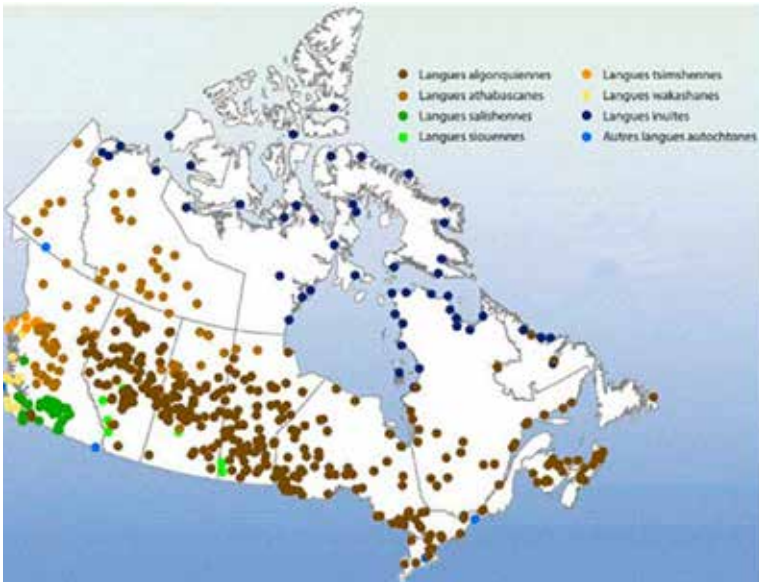
L'ESPRIT DE LA LANGUE

Pour Belinda kakiyosēw Daniels, la langue n'est pas juste un moyen de communiquer, mais aussi un moyen de comprendre le monde dont nous faisons partie.

Elle explique que plusieurs termes de langues crie font référence à des éléments de la nature, comme «miskîk» pour les yeux et kîsik pour le ciel.

La langue reflète alors le rapport à la nature : «Nous faisons partie de la nature. Les colons croient posséder la nature.»

«Apprends une langue autochtone et tu apprendras une autre vision du monde quand tu vois l'environnement. Tu comprendras que cet arbre, cette montagne, sont des esprits vivants, dit-elle. Apprendre une langue autochtone aide à découvrir cette manière de voir le monde, et d'être connecté à lui.» ▲



↑ En 2016, 228 765 personnes parlaient une langue autochtone à la maison. Photo : Statistique Canada, Recensement de la population de 2016



↑ Les incendies menacent les structures physiques des communautés, mais aussi le territoire lui-même et le système culturel qui y est associé. Photo : Alberta Wildfire - Facebook

↑ Amy Cardinal Christianson est une chercheuse métisse qui travaille comme spécialiste en incendies à Parcs Canada. Photo : Amber Bracken

FAVORISER L'AUTONOMIE DES PEUPLES AUTOCHTONES DANS LA GESTION DES FEUX DE FORÊT

Une fois de plus, cette année, les communautés autochtones de l'Alberta ont subi une part disproportionnée des ravages des feux de forêt qui ont sévi au cours du printemps et de l'été. Des solutions sont cependant envisageables pour mitiger ces risques, telles que l'implication accrue des Premières Nations dans la gestion des incendies et la restauration des pratiques traditionnelles de brûlage.

PROVINCIAL

ENVIRONNEMENT

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

IL FAUT PENSER AU TERRITOIRE, QUI EST UN ÉLÉMENT QUI A ÉNORMÉMENT DE VALEUR POUR LES COMMUNAUTÉS.»
Amy Cardinal

GLOSSAIRE

BRÛLIS

Action de brûler les végétaux d'un terrain qui l'emporte en importance

GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

De la Nation crie de Sturgeon Lake à celle de Little Red River, en passant par l'établissement métis d'East Prairie, plus d'une quinzaine de communautés autochtones ont été évacuées ou ont été directement affectées par les feux de forêt qui ont dévasté une partie du territoire albertain au cours des derniers mois. Malheureusement, cette tendance n'est pas propre à la province de la rose sauvage, elle se manifeste également à l'échelle nationale.

Aux Territoires du Nord-Ouest, par exemple, la communauté de Behchokò'a été partiellement réduite en cendres par les brasiers de juillet. Plusieurs autres Nations à travers le pays ont également dû évacuer leurs domiciles au cours des derniers mois, que ce soit au Québec, en Nouvelle-Écosse ou en Colombie-Britannique. D'ailleurs, selon la Base nationale de données sur les feux de forêt du Canada, pas moins de 42% des évacuations en lien avec les feux visent les communautés autochtones. Pourtant, les Premières Nations, les Métis et les Inuits ne représentent que 5% de la population du pays.

«Cette surreprésentation est vraiment préoccupante», explique d'entrée de jeu Amy Cardinal Christianson, une chercheuse métisse qui travaille comme spécialiste en incendies pour Parcs Canada. Selon elle, de par leur localisation en zones rurales ou même sauvages, les communautés autochtones courent un risque accru d'être affectées par les brasiers. Ce fléau s'inscrit cependant dans un cadre global «d'inégalités et de vulnérabilité» où les pertes matérielles dues aux brasiers viennent s'ajouter à un contexte déjà précaire, dit-elle.

Et au-delà des conséquences purement matérielles, les feux de forêt ont également tendance à détruire des sites cérémoniels et écologiques, ainsi que des terres qui sont essentielles pour la chasse, la trappe et la pêche. Sous les flammes, ce sont donc les traditions mêmes des Autochtones qui peuvent être effacées, laissant «un profond vide».

«Il faut penser au territoire, qui est un élément qui a énormément de valeur pour les communautés. Lors des incendies, les structures physiques sont menacées, mais c'est aussi le système culturel

autochtone lui-même qui en prend un coup», analyse Amy.

Ainsi, lorsque les membres des communautés retrouvent leur domicile après un ordre d'évacuation, ils traversent souvent ce qui s'apparente à une forme de «deuil écologique», cherchant à assimiler au mieux les changements survenus dans le paysage pendant leur absence. «Le soutien des différentes agences gouvernementales est excellent lors des évacuations, mais certains Autochtones se sentent un peu abandonnés lorsqu'ils rentrent chez eux. On leur dit que tout sera bientôt de retour à la normale, alors que le territoire où ils habitent a été détruit», mentionne Amy.

IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS

Les communautés autochtones cherchent aujourd'hui à recouvrer une forme d'autonomie quant à la gestion des incendies sur leur territoire. Cette démarche pourrait accélérer les interventions et renforcer les mesures préventives face aux incendies, souligne la chercheuse. À travers la création du système de Parcs Canada et des autres organes provinciaux qui interviennent de près ou de loin dans la gestion des incendies, dit-elle, les peuples autochtones ont été largement exclus des processus décisionnels et leurs connaissances de terrain ont été pour la plupart écartées.

«Il y a une relation paternaliste qui s'est instaurée. Les agences provinciales et fédérales se partagent la gestion des urgences et les communautés autochtones, elles, sont souvent exclues», décrit Amy. En général, explique-t-elle, les Nations qui sont touchées par des ordres d'évacuation ne sont pas informées de ce qui se passe sur le terrain une fois qu'ils ont quitté leur domicile. Ils ne peuvent pas non plus donner leur avis sur quoi que ce soit.

De son côté, l'organe provincial Alberta Emergency Management Agency (AEMA) rappelle que l'octroi de services dans les réserves autochtones relève techniquement de la compétence du gouvernement fédéral. La province a conclu un accord pour fournir des services de gestion des urgences aux communautés des Premières Nations.

«Nos agents travaillent avec les communautés de leur région respective pour s'assurer qu'elles reçoivent un soutien avant, pendant et après un événement tel qu'un incendie de forêt. Les agents régionaux fournissent le même niveau de soutien aux établissements métis de l'Alberta», explique un conseiller qui travaille au service de communications pour le ministère de la Sécurité

publique et des Services d'urgence (PSES) par voie de communiqué.

Des formations en continu sont offertes aux communautés pour renforcer leurs capacités à faire face aux urgences et aux catastrophes, ajoute ce conseiller.

D'ailleurs, plaide Amy, les membres des communautés autochtones détiennent énormément de connaissances sur leur propre territoire et pourraient offrir de précieux conseils aux agences gouvernementales qui sont dépêchées sur le terrain. «On gagnerait à travailler davantage en collaboration. Les communautés devraient être impliquées et offrir des conseils», dit-elle.

Surtout qu'un nombre assez élevé d'Autochtones détiennent maintenant une formation ou de l'expérience en termes de lutte contre les incendies. «Dans l'établissement métis de Peavine en Alberta, par exemple, ce sont 95% des hommes âgés de 35 à 60 ans qui connaissent les techniques de lutte contre les incendies de forêt», fait valoir la chercheuse.

EXPLORER LE PASSÉ POUR AMÉLIORER LE PRÉSENT

La réduction des risques de feux de forêt pourrait également impliquer un retour aux pratiques ancestrales pour les Autochtones. Cela consisterait en quelque sorte à combattre le mal par le mal ou, en l'occurrence, à utiliser le feu pour maîtriser le feu en réintégrant des méthodes traditionnelles de brûlage. «Le feu a toujours été un symbole puissant chez les communautés autochtones», explique Amy.

Avant l'arrivée des colons, les Nations pratiquaient différentes formes de brûlis à des fins culturelles, que ce soit pour améliorer les conditions de chasse et favoriser la repousse d'herbe précoce pour attirer le gibier ou pour créer des sentiers ou encore dans des rituels avec des herbes médicinales. «Le feu était très présent», décrit la chercheuse.

Ces pratiques ont été interdites pendant plusieurs siècles. Or, Parcs Canada s'est engagé à soutenir les peuples autochtones dans la restauration de certaines formes traditionnelles de brûlage. Une de ces techniques vise à brûler la végétation excédentaire lors des périodes à faible risque d'incendie afin de prévenir les feux de brousse pendant la saison sèche.

«C'est l'une des façons dont les peuples autochtones protégeaient leurs communautés contre les incendies. Ça permet de faire de la prévention», conclut Amy. ▲



↑ Autochtones, allochtones, étaient les bienvenus à participer à la marche annuelle organisée par la CIF Reconciliation Society. Photo : Courtoisie



ON PRÉFÈRE
UTILISER
LE TERME RÉ-
CONCILIATION.»

Diana Frost



QUAND JE DIS
«COMMUNAUTÉ»,
JE VEUX DIRE
TOUT LE MONDE.
ÇA INCLUT
LES NON-
AUTOCHTONES.»

Diana Frost

PEINDRE LA RÉCONCILIATION : L'ART AUTOCHTONE PEUT UNIR LES COMMUNAUTÉS

L'art est envisagé par certains artistes autochtones comme une forme de guérison. Libérateur de la parole, celui-ci met en lumière des enjeux systémiques encore trop méconnus du grand public. Mais lorsque l'approche artistique adopte une dimension communautaire, il a également le pouvoir de bâtir des ponts entre les Autochtones et les allochtones et de contribuer à l'amorce d'un processus de réconciliation essentiel, estime Diana Frost. Cette entrepreneure, peintre et musicienne métisse algonquienne, qui réside à Calgary, s'engage pleinement dans cette démarche depuis quelques années.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

SUBCONSCIENT

État psychique dont on n'a pas conscience, mais qui influence le comportement



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

↓ La «Pokaiks» est une marche organisée à Calgary chaque 30 septembre en mémoire des enfants autochtones qui ont été victimes du système des pensionnats. Photo : Courtoisie

Mais avant de plonger dans le monde artistique, Diana a eu un parcours plutôt atypique. Née au Québec, elle a vécu en Afrique pendant la plus grande partie de son adolescence en raison des obligations professionnelles de son père. Dans les années 1990, elle retourne au Canada et s'installe à Sherbrooke pour entreprendre des études universitaires en génie chimique.

Et puis, un jour, son monde bascule. Sa mère, qui lui avait déjà évoqué ses racines algonquiennes, révèle alors avoir été internée dans une école résidentielle. Ses deux oncles de même.

«Quand elle m'a annoncé qu'on avait un héritage autochtone, ça a été un choc d'abord [...], mais quand j'ai appris les choses qui s'étaient passées dans les pensionnats, ça a été un autre choc. J'ai enfin compris pourquoi ma famille avait autant de défis de connexion et de démonstration d'amour», raconte l'artiste.

Dès lors, Diana cherche à se reconnecter avec la culture qui lui a été dérobée. Sa mère, ayant passé l'essentiel de sa vie en pensionnat, en connaissait à peine les rudiments. «Elle ne m'a jamais parlé des terribles choses qui lui sont arrivées. Elle en a seulement discuté avec mon père. Et elle n'a pu nous enseigner notre culture et nos traditions parce qu'elle a perdu ces connaissances avec le temps», partage cette Métisse algonquienne sur le ton de la confiance.

Rappelons que, selon le gouvernement du Canada, environ 150 000 enfants des Premières Nations, des Inuits et des Métis auraient fréquenté le système des pensionnats autochtones. Ces établissements

ont été imposés «dans le cadre d'un vaste ensemble d'efforts délibérés d'assimilation visant à détruire [les] cultures et identités riches et à annihiler [les] histoires [autochtones]», écrit Parcs Canada.

CHANGER SON FUSIL D'ÉPAULE

À la suite de ses études universitaires, Diana cherche à soutenir les populations démunies en mettant en œuvre des projets d'eau et d'assainissement. Son travail d'ingénieure la transporte dans des pays en voie de développement et aussi en Alberta où elle décide finalement de s'établir. Mais tout bas, cette femme aux multiples talents nourrit également l'ambition de soutenir les communautés autochtones afin de généraliser leur accès, encore trop rare, à l'eau potable.

En effet, en date du 21 août 2023, vingt-six communautés étaient encore visées par des avis concernant la qualité de l'eau à long terme selon Services aux Autochtones Canada. Une situation qu'Amnistie internationale décrit comme une forme de «discrimination systémique» et de violation des «droits fondamentaux».

Les choses prennent cependant une tournure totalement différente pour Diana lorsqu'elle s'éveille d'un rêve en 2016. «J'ai rêvé que je travaillais sur un projet de série de livres à colorier en collaboration avec des aînés», partage-t-elle avec enthousiasme.

Elle décide alors de troquer son chapeau d'ingénieure pour celui d'entrepreneure et fonde Colour It Forward (CIF), une entreprise sociale, pour concrétiser sa vision. Elle nourrit l'espoir que la guérison des peuples autochtones puisse être accomplie à travers l'art, en partageant les histoires et en mobilisant la population canadienne autour du thème de la réconciliation.

«On vend des livres, des journaux, des cartes et toutes sortes d'autres objets pour aider les gens à se rapprocher de la culture autochtone et à prendre action pour la vérité et la réconciliation. D'ailleurs, on préfère utiliser le terme réconciliACTION», explique-t-elle.

Des livres à colorier prennent vie, eux aussi, en collaboration avec des aînés et des artistes autochtones, comme le **subconscient** de Diana lui avait suggéré. «Quand j'ai commencé à me rapprocher de ma culture, j'ai beaucoup lu, mais ce n'est pas avant de m'être assise avec les aînés et d'avoir écouté leurs enseignements que j'ai compris la valeur de la spiritualité autochtone. Si j'avais conçu un livre à colorier sans leurs enseignements, la valeur de ce livre n'aurait pas été bien grande», analyse Diana.

Cependant, l'entrepreneure voit encore plus grand. Elle souhaite intégrer l'art de façon encore plus tangible à son quotidien à travers des ateliers, des expositions et des événements artistiques organisés en collaboration avec d'autres créateurs autochtones. Pour s'en donner les moyens, Diana

crée, quelques mois plus tard, une organisation sans but lucratif, la CIF Reconciliation Society (CIFRS).

Expositions d'art autochtone dans des galeries de Calgary, marchés artisanaux, revitalisation des langues : la CIFRS vise un large spectre d'activités.

«Tout ce qu'on fait à la Société inclut une composante artistique. Avec l'art, on peut générer des conversations vraiment intéressantes sur des sujets dont on ne parle pas normalement. Les gens ont le cœur plus ouvert. Ça brise le tabou et ça nous permet d'être écoutés et vus. Ce qui empêche la réconciliation, c'est justement le manque de visibilité des Autochtones et des problématiques qui affectent les communautés», explique Diana avec conviction.

En plus de ce volet où les talents s'entrecroisent, elle organise en 2019 une première «Pokaiks». Une marche en mémoire des enfants autochtones qui ont été victimes du système des pensionnats. Un événement annuel qui est désormais célébré à Calgary chaque 30 septembre.

UNE MISSION COMMUNE

Pour que le travail de la CIFRS demeure authentique, l'entrepreneure insiste sur l'importance de collaborer étroitement avec les membres des communautés autochtones. C'est pourquoi elle cherche à inclure les savoirs des aînés et à consulter ses pairs aussi souvent que possible. «Dans le travail que je fais, la seule approche qui est confortable et qui a du sens, c'est quand je travaille avec les artistes, avec les aînés et avec la communauté. Comme je n'ai pas été élevée dans ma culture, pour moi, c'est une façon de m'assurer que tout ce que je produis est juste et respectueux de tous», explique-t-elle.

Cette démarche communautaire exige également que d'autres soient consultés et impliqués. «Quand je dis «communauté», je veux dire tout le monde. Ça inclut les non-Autochtones», souligne l'artiste. Selon elle, le processus de réconciliation ne peut s'accomplir que si une collaboration existe entre tous les Canadiens dans le but de trouver des solutions concrètes face aux enjeux de discrimination systémique qui persistent au pays.

«La réconciliation, ça n'appartient pas seulement aux Autochtones. Lorsqu'il y a un groupe dans notre pays qui souffre, c'est nous tous qui souffrons. On doit tous s'impliquer, sinon on ne trouvera pas des solutions gagnant-gagnant et, surtout, aucune de nos actions ne sera durable», appuie Diana avec sérieux.

Dans cet objectif, Diana Frost inclut aussi la communauté francophone en l'impliquant dans son travail de «réconciliACTION». L'entrepreneure envisage d'offrir, grâce à CIF Reconciliation Society, des ateliers en français aux écoles de l'Alberta. «Pourquoi pas? C'est très possible que nos ateliers soient offerts en langue française très bientôt», affirme-t-elle. ▲





↑ Michel Lapointe est le directeur de l'école Claudette-et-Denis-Tardif (maternelle à 8^e année) à Sherwood Park. Photo : Courtoisie



↑ L'intervenante scolaire communautaire de l'école, Sophie Perreux. Photo : Courtoisie

L'ORANGE DE LA RÉCONCILIATION À L'HONNEUR DANS L'ÉCOLE FRANCOPHONE DE SHERWOOD PARK

L'École Claudette-et-Denis-Tardif a souligné la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation en grande pompe cette année. Concours de dessins, danses et chants traditionnels, ateliers pédagogiques, plusieurs activités ont été organisées au cours de la semaine du 25 septembre pour sensibiliser les élèves à l'histoire coloniale de leur pays et aux défis auxquels font face actuellement les peuples autochtones.



« C'EST TRÈS IMPORTANT POUR LE CSCN DE RESPECTER TOUS LES PEUPLES, MAIS SURTOUT CEUX QUI ÉTAIENT ÉTABLIS ICI EN PREMIER ET QUI NOUS ONT ACCUEILLIS »

Andrée Nobert-Bennett



GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

Is sont peut-être seulement quelques élèves d'origine autochtone à étudier à l'école francophone du comté de Strathcona, mais cela n'a pas empêché l'ensemble de la communauté scolaire de se mobiliser pour rendre hommage aux Premiers Peuples à l'occasion de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

« Nous avons des élèves qui viennent de partout dans le monde et ce qui est important, c'est que tout le monde participe et prenne goût aux activités. On ne fait pas vraiment de différence entre les élèves qui sont d'origine autochtone et ceux qui ne le sont pas parce que la réconciliation, c'est une démarche qui nous implique tous », explique Michel Lapointe, le directeur de l'école.

Malgré cette ouverture et ce désir d'inclusion, il arrive cependant que certains défis de compréhension se présentent pour les élèves. En effet, comme tous les jeunes ne partent pas avec le même niveau de connaissance sur les peuples autochtones et sur la colonisation, les enseignants ont parfois un travail de vulgarisation à effectuer.

Certains nouveaux arrivants, par exemple, en connaissent peu sur l'histoire des pensionnats. « Ils n'ont pas de référence sur cette partie triste de l'histoire [...], car ils n'ont pas grandi ici, alors on leur explique, on travaille avec eux pour qu'ils puissent saisir toute la portée de ce qui s'est passé », analyse le directeur.

Pour pallier cet enjeu, une table a également été aménagée dans le corridor principal de l'école avec toutes sortes de livres pédagogiques et instructifs sur les peuples autochtones. Les élèves peuvent s'informer pendant leur temps libre s'ils le souhaitent. Les enseignants peuvent aussi se référer à ces ouvrages pour encadrer leurs leçons en salle de classe.

« Ce qui est intéressant, c'est que les livres sont adaptés pour chaque groupe d'âge », appuie Michel.

Les plus jeunes ont notamment droit à une version un peu plus adoucie de

l'histoire. Les plus vieux, quant à eux, survolent les enjeux autochtones avec une profondeur plus prononcée, car « ils ont le niveau pour comprendre de quoi on leur parle, contrairement aux tout-petits », nuance le directeur d'école.

PLUSIEURS ACTIVITÉS À L'HORAIRE

En plus de l'accompagnement pédagogique prévu dans les salles de classe, la direction de l'école Claudette-et-Denis-Tardif a mis en place une série d'activités pour célébrer les cultures autochtones et encourager les élèves à réfléchir au traitement réservé aux Premiers Peuples. En outre, une chanson et une danse autochtone ont été présentées. « Les élèves ont appris ça dans leur cours de musique, c'est très spécial », mentionne Michel Lapointe.

Un concours de coloriage portant sur l'histoire du chandail orange a également été instauré dans le but que les jeunes de la 5^e à la 8^e année puissent en apprendre davantage sur l'histoire de Phyllis Webstad, qui fait partie de la Première Nation Stswecem'c Xgat'tem.

« L'idée, c'est que les élèves écoutent ou lisent la petite histoire qui porte sur Phyllis Webstad. Ils font un dessin à partir de leurs impressions et des sentiments que ça leur inspire. Après ça, on va organiser un tirage et déterminer un gagnant », explique l'intervenante scolaire communautaire de l'école, Sophie Perreux.

Rappelons que lorsqu'elle était âgée de six ans, en 1973, Phyllis a été arrachée à sa communauté et envoyée dans un pensionnat où on lui a confisqué son nouveau chandail orange et imposé le port d'un uniforme. Cet événement a ultérieurement encouragé Phyllis à établir la Journée du chandail orange (qui est plus tard devenue la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation) pour reconnaître les préjudices causés par le système des pensionnats autochtones au pays et promouvoir le concept « Chaque enfant compte ».

« Le chandail orange est un symbole de la **dépossession** de la culture, de la liberté et de l'estime de soi dont ont été victimes les enfants autochtones pendant plusieurs générations », écrit Patrimoine canadien.

Selon Sophie Perreux, l'histoire de Phyllis Webstad et de son chandail orange constitue une excellente entrée en matière pour aider les élèves à comprendre

GLOSSAIRE

DÉPOSSESSION

Perte encourue par la force

l'impact du système des pensionnats autochtones. « C'est le conseil étudiant qui a eu l'idée du concept avec le concours [de dessins] parce qu'il trouvait ça important que les jeunes puissent [s'introduire] à l'histoire derrière le chandail orange et tout ce que ça implique », dit-elle.

Pour clôturer la semaine, les élèves de l'école francophone de Sherwood Park ont reçu la visite de Lise Nepton, une conseillère pédagogique en orientation scolaire du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), qui est d'origine innue. Cette dernière a effectué une présentation informative sur le processus de réconciliation mis en œuvre au pays.

Plusieurs autres écoles du CSCN ont également reçu la visite de la conseillère pédagogique. D'ailleurs, les vingt établissements scolaires du Conseil ont organisé des activités pour souligner le 30 septembre.

« C'est très important pour le CSCN de respecter tous les peuples, mais surtout ceux qui étaient établis ici en premier et qui nous ont accueillis. Comme francophones, nous avons été parmi les premiers Européens à arriver en Alberta. L'histoire n'a pas toujours été positive, alors c'est d'autant plus important de souligner l'importance de cette journée afin de créer un futur plus positif », explique la directrice générale adjointe du CSCN, Andrée Nobert-Bennett.

Elle ajoute que les activités culturelles prévues ont également permis de mettre en valeur l'héritage autochtone qui a survécu malgré les défis des premiers contacts avec les Européens. « On cherche vraiment à souligner la résilience et la diversité des Premières Nations, des Métis et des Inuit à travers l'histoire », conclut-elle. ▲

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired & wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

MATRI-Art-Clé jusqu'au 27 octobre

l'ascension des femmes âgées à travers la peinture de portraits

Projet diversité féminine
Une exploration des femmes artistes dans les arts visuels des communautés autochtones, noires et de couleurs.

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à midi et de 13h à 17h

116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton AB T6C 3N1
wamsoc.ca | 780 803 2016 | info@wamsoc.ca

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton



↑ Une page web a été inaugurée pour expliquer le processus de décolonisation du Campus Saint-Jean et fournir des précisions sur le sort de la salle historique. Photo : Capture d'écran

CHANGEMENT DE CAP POUR LE CAMPUS, LES INTERROGATIONS PERSISTENT



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

L'Université de l'Alberta a inauguré une page web, le 24 septembre dernier, pour expliquer le processus de décolonisation en cours au Campus Saint-Jean et apporter des précisions quant au sort qui sera réservé à la salle historique et à son contenu. Malgré les efforts déployés par l'administration pour «éviter les malentendus au sein de la communauté francophone», certaines questions semblent subsister.

Dans sa mise au point, l'administration affirme avoir déplacé les objets de la salle historique dans un entrepôt du Campus afin d'effectuer des travaux qui devaient être achevés avant le début de la rentrée scolaire. Parallèlement, les rénovations ont permis aux administrateurs de prendre du recul et de se livrer «à un exercice de réflexion sur la manière dont les objets étaient présentés» au sein de la salle Onésime Dorval, explique l'Université.

GLOSSAIRE

EXACERBER
Pousser un état, une situation à un très haut degré



Correctional Service
Canada



Service correctionnel
Canada

TERRES AGRICOLES DE LA COURONNE FÉDÉRALE À LOUER PAR SOUMISSION

Le Service correctionnel Canada a identifié certaines parcelles de terre pour un usage agricole dans le cadre d'un contrat de location de terrains vacants. Ces parcelles de terre sont situées dans, ou près de l'établissement Edmonton, 21611, rue du Méridien, à EDMONTON en AB. Elles couvrent une surface totale de 28.05 hectares approximativement et leur utilisation est réservée à la comme pâturage. Ces terres pourront être louées à une personne, un partenariat ou une entreprise ou société à des fins de production de foin uniquement.

Les personnes, partenariats, entreprises ou sociétés intéressés peuvent contacter Barbara Sagh par courriel (barb.sagh@csc-scc.gc.ca) ou appeler le 780-472-4904 pour obtenir un dossier de soumission complet. Ce dossier inclut la description des terres, les critères d'admissibilité, un formulaire d'offre de location vierge et des renseignements concernant la méthode de sélection.

Les offres de location devront être reçues le 13 octobre 2023 à 15h00 au plus tard.

Le Service correctionnel Canada se réserve le droit de rejeter une ou toutes les offres.



Entre autres, l'histoire de l'institution Saint-Jean était présentée sans cadre pédagogique et en ne «mentionnant que très peu le rôle important que l'ordre des Oblats [a] joué dans le génocide culture[l] perpétré par les pensionnats autochtones». Cette lacune, explique l'administration, contrevient aux «principes de base d'inclusivité et de décolonisation».

Dans une communication par courriel avec la rédaction du journal, le bureau du doyen ajoute que la page web vise également à démentir les «allégations que des objets d'importance historique avaient été jetés ou détruits [...]». De telles allégations n'ont jamais été relayées ni dans les articles publiés dans vos pages ni dans l'article subsequmment mis en ligne par Radio-Canada.

Rappelons que des membres du personnel du Campus Saint-Jean et des représentants d'organisations franco-albertaines avaient plutôt expliqué à la rédaction que le démantèlement de la salle historique entraînait, selon eux, une forme d'effacement de leur patrimoine.

Les explications fournies par l'administration du Campus ne parviennent pas à apaiser le président de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), Pierre Asselin, qui exprime sa perplexité face à la situation. «Donner des raisons, c'est un autre mot pour donner des excuses», laisse-t-il tomber sans équivoque. Il insiste notamment sur le fait que les justifications avancées ne modifient en rien le constat que la salle historique, considérée comme l'«un des seuls lieux de mémoire de la communauté francophone», a été démantelée sans consultations préalables.

«Ça ne change rien, on est encore inquiets. Surtout après que l'Université ait ensuite tenté de faire disparaître l'affichage en français au Campus Saint-Jean», ajoute-t-il en faisant référence à l'enseigne unilingue anglaise qui a été installée puis retirée à la mi-septembre.

RÉTABLIR LES FAITS SANS AJOUTER DE L'HUILE SUR LE FEU

La présidente de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA), Claudette Roy, abonde dans le même sens, mais cherche à éviter d'«exacerber» les tensions dans l'espoir de «rétablir les relations» avec les membres de l'administration du Campus.

«On continue à croire que Saint-Jean est un lieu de mémoire et pas seulement la salle historique. On attend de rencontrer les autorités responsables pour poser des questions et pouvoir s'occuper pleinement de notre responsabilité et de notre mandat, soit la protection et le rayonnement du patrimoine francophone albertain», mentionne-t-elle.

La présidente souhaite aussi rétablir certains faits. Elle rappelle que la SHFA ne se met pas «le nez dans un dossier qui ne la regarde pas», bien au contraire. Après tout, cette entité a été fondée par l'ACFA, la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA) et l'Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien justement dans le but de préserver et diffuser l'histoire des francophones en Alberta.

«On est chef de file, on est reconnu comme Provincial Heritage Organization par la province et nous, ce qu'on veut, c'est que notre histoire soit respectée tout comme celle des autres», mentionne Claudette Roy.

UN MODUS OPERANDI CRITIQUÉ

Le président de l'ACFA précise qu'il n'a rien contre le processus de décolonisation entamé par l'administration de l'Université, mais plutôt la manière dont il a été mis en marche, en ne prenant pas en compte le statut des francophones dans l'histoire constitutionnelle du Canada. Il déplore, en outre, que les démarches du Campus fassent abstraction du fait que les francophones «sont à risque, eux aussi, d'assimilation par la majorité». Dans ce cadre, leur patrimoine devrait être protégé plutôt que perçu comme un «embarras» ou une «tâche sur la francophonie actuelle», dit-il.

«On reconnaît que les Oblats ont fondé Saint-Jean et ont offert ce legs merveilleux à la communauté francophone. On reconnaît aussi le triste rôle qu'ils ont joué dans la création des pensionnats. Tout le monde veut participer à la décolonisation, mais ça ne devrait pas passer sur le dos des francophones en posant des gestes assimilateurs et en niant notre passé», avance Pierre Asselin.

Si l'administration du Campus précise sur son site web avoir consulté plusieurs dirigeants dans le cadre du lancement de son processus de décolonisation, l'ACFA maintient sa version et affirme ne pas en avoir entendu parler. «Je ne suis pas au courant de cet exercice de réflexion qui a eu lieu et aucune des parties prenantes à qui j'ai parlé n'est au courant non plus. Peut-être que le doyen a eu sa propre réflexion, mais la communauté francophone n'y a certainement pas participé. C'est simplement faux», déclare Pierre Asselin.

Rappelons que le doyen du Campus Saint-Jean soutient avoir consulté le directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA), Denis Perreaux, et Frank McMahon, le directeur de l'Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien, au sujet de la salle historique.

«Une conversation de corridor ne constitue pas une consultation. Denis Perreaux a eu une brève rencontre avec le doyen et se demande, si consultation il y a eu, pourquoi ses recommandations n'ont pas été respectées», mentionne Pierre Asselin. Quant à l'état des discussions avec Frank McMahon, le président de l'ACFA se demande pourquoi elles n'ont pas été rendues publiques.

DES CONSULTATIONS GRANDEMENT ATTENDUES

Selon les informations présentées sur la page web, la salle Onésime Dorval sera d'abord utilisée comme un espace de bureaux et pourra, par la suite, «accueillir des activités d'enseignement, de recherche, de formation continue ou des événements communautaires». En ce qui concerne les objets qui étaient exposés dans la salle, certains d'entre eux, qui revêtent une «importance historique», seront présentés, après avoir été catalogués, dans un endroit à déterminer sur le Campus.

Interrogé par la rédaction sur les prémisses de ce projet visant à présenter l'histoire du Campus et de la francophonie albertaine, qui n'avait pas été rendu public jusqu'à présent, le bureau du doyen précise, dans un courriel, que «la décision de créer [ce] projet [...] a été évoquée de nombreuses fois à l'interne depuis la prise de décision de rénover les espaces du Campus». Des consultations seront également menées pour décider du format de l'exposition.

«[...] Toutes les parties prenantes qui le souhaiteront pourront s'exprimer sur la meilleure manière de présenter [l]e projet [...] Le cadre reste néanmoins à établir, car nous ne pouvons actuellement ni donner de date précise, la situation dépendant du financement des travaux prévus», écrit l'administration du Campus dans un échange de courriel.

Le président de l'ACFA exprime sa confusion face au changement soudain de direction concernant le devenir des artefacts de la salle historique. «Ce n'est pas ça que l'administration disait auparavant. Ils disaient que ce n'était pas le rôle du Campus de conserver ces objets. Le doyen semble changer le narratif, mais il reste à voir ce qui adviendra», explique Pierre Asselin. Il espère également que les futures consultations seront menées dans un cadre formel. «Si on parle de consultations dans le sens du mot qui a été utilisé jusqu'ici, ce ne sera pas satisfaisant», appuie-t-il.

Même son de cloche du côté de Claudette Roy qui s'attend à ce que la SHFA fasse partie des consultations afin de garantir qu'elles soient «inclusives, honnêtes et authentiques». «Quand on se parle et qu'on discute, des fois, il y a des bonnes idées qui [émergent]», laisse-t-elle tomber avec un grain d'espoir dans la voix. ▲

DES RÉGIONS ENCORE EN MANQUE D'ENSEIGNANTS

Si le recrutement d'enseignants dans les écoles francophones de Calgary et d'Edmonton va bon train, les régions plus éloignées de la province, elles, continuent de faire face à des défis au quotidien. En outre, la disponibilité de suppléants est souvent limitée, ce qui oblige parfois les conseils scolaires à solliciter l'aide des parents pour superviser les élèves ou à regrouper des classes ensemble lorsqu'un enseignant s'absente.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
ÉBRANLÉ
Rendu moins
solide, fragile



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

De manière générale, la directrice générale adjointe des ressources humaines pour le Conseil scolaire FrancoSud, Lyne Bacon, se dit assez satisfaite du recrutement effectué dans leurs écoles. «Habituellement, on a beaucoup de [candidatures] pour les postes d'enseignants», affirme-t-elle. Pourtant, elle admet constater une différence notable dans la capacité à pourvoir les postes situés à l'extérieur de la métropole calgarienne. À la mi-septembre, quatre postes étaient encore vacants au sein du FrancoSud, dont deux postes d'enseignants à Brooks et Medicine Hat. Cette situation met en lumière une réalité préoccupante qui persiste dans la province. Les plus petites communautés rencontrent davantage de difficultés à recruter et à retenir des enseignants francophones qualifiés. La situation est de même en ce qui a trait aux postes spécialisés comme les orthophonistes et les psychologues. «On pourrait généraliser et dire qu'il y a un plus grand attrait pour la ville de Calgary et les alentours, mais ce sont aussi certains types de poste qui sont plus difficiles à pourvoir. Les postes d'enseignants spécialisés dans les sciences de haut niveau, les postes d'enseignants de musique, [...] les postes de spécialistes, ce ne sont pas les plus faciles à combler même en ville, alors encore moins en région», nuance Lyne Bacon. Une situation quelque peu similaire se dessine au Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), qui couvre la grande région d'Edmonton. En effet, le recrutement de personnel enseignant demeure stable, mais «[...] nous éprouvons plus de défis quant aux postes spécialisés comme les

orthophonistes et psychologues. Par contre, ce défi n'est pas unique au CSCN ou au domaine de l'éducation», signale le CSCN par courriel. Du côté du Conseil scolaire du Nord-Ouest (CSNO), qui chapeaute les écoles de Falher, de Grande Prairie et de Peace River, la situation continue également d'être «difficile» en termes de recrutement. Ces communautés font face à la même problématique : leur éloignement par rapport au centre urbain le plus proche, en l'occurrence la ville d'Edmonton, complexifie le recrutement. «Il reste toujours un poste d'enseignement vacant et nous avons très peu de candidatures locales, provinciales ou même nationales [...], ce qui nous oblige à recruter à l'international», affirme Rachelle Bergeron, qui coordonne les communications et le marketing pour le CSNO. Cette situation est répandue dans plusieurs autres régions de la province, confie pour sa part le président de l'Association des enseignants et des enseignantes francophones de l'Alberta (AEEFA), Stéfane Kreiner. «D'après les discussions que j'ai eues, ça ne semble pas être une situation unique. En général, au niveau provincial, c'est très difficile de recruter en région», mentionne-t-il. **L'EFFET DOMINO** Encore plus préoccupant, certaines écoles se retrouvent sans aucun enseignant suppléant, ce qui exerce une pression additionnelle sur le système. «Ça veut dire que lorsqu'il y a des enseignants qui sont malades, on n'a personne de certifié qui peut venir les remplacer. On ne parle pas seulement de deux régions dans la province qui sont touchées, c'est quatre ou cinq



↑ Lyne Bacon.
Photo : FrancoSud

écoles qui ont zéro suppléant», illustre Stéfane. Selon lui, ce contexte contraint certains établissements scolaires à faire appel à des parents pour venir remplacer les enseignants qui sont malades ou qui doivent s'absenter. Des solutions à l'interne sont aussi envisagées au quotidien, mais posent leurs propres défis. «On prend des enseignants en pause, on combine des classes, etc. Ça fonctionne à court terme, mais la réalité, c'est qu'on a besoin d'enseignants certifiés dans ces régions-là pour le bien de tous», décrit le président de l'AEEFA. Surtout que lorsque les enseignants à temps plein doivent eux-mêmes gérer les remplacements, ils manquent de temps pour préparer leurs leçons et élaborer le plan de leur journée. C'est la qualité de l'enseignement elle-même qui se retrouve donc à être **ébranlée**. «Quand on nous ajoute des choses au fur et à mesure que l'année progresse, quand on doit faire des remplacements plutôt que se concentrer sur notre planification, ça affecte notre travail. Les élèves en sont affectés aussi. C'est un effet domino», soutient le Stéfane Kreiner. Poussés à bout, de nombreux professionnels de l'éducation choisissent de quitter la profession, ce qui aggrave encore davantage la pénurie d'enseignants, ajoute le président. «Comme syndicat, on sait qu'environ 50% des jeunes enseignants quittent la profession au cours de leurs cinq premières années de carrière. Et quand on discute avec les personnes qui quittent la profession, les conditions en salle de classe sont l'une des raisons les plus citées.» ▲

Depuis son lancement au début de l'année 2023, le portail Enseigner en Alberta, qui cherche à faciliter le recrutement dans les écoles francophones, porte ses fruits. Selon Lyne Bacon, plusieurs enseignants qui viennent de l'extérieur de l'Alberta, et même de l'international, démontrent de l'intérêt pour l'enseignement dans la province. «En date du 11 septembre, on avait [comptabilisé] 15 000 visiteurs sur le site web. 421 candidatures ont été soumises à travers la plateforme depuis son lancement», affirme-t-elle.

CHANTAL HÉBERT

CONGRÈS ANNUEL
de la francophonie albertaine

Conférence
de Chantal Hébert
au Banquet

Chroniqueuse aux affaires nationales au quotidien Toronto Star et chroniqueuse invitée à L'Actualité. Véritable figure de proue sur la scène médiatique politique au Canada, elle participe régulièrement à diverses émissions d'information à la radio et à la télévision. Chantal nous offrira une conférence sur la francophonie canadienne avec un angle sur la francophonie albertaine.

Inscrivez-vous avant le 29 septembre
afin de profiter du tarif préférentiel!

13 et 14 octobre 2023, hôtel Matrix à Edmonton

acfa.ab.ca/congres-2023



PUBLIREPORTAGE DU CONSEIL SCOLAIRE CENTRE-NORD

LES ACTIONS DU CSCN POUR LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION

Ayant établi ses 20 écoles sur le territoire des traités numéro 6, 7 et 8 des Premières Nations, des Inuits et des Métis, le Conseil scolaire Centre-Nord réitère son engagement dans les efforts de réconciliation envers les peuples autochtones.

Notamment, afin de rendre hommage aux survivants des pensionnats, aux enfants disparus, à leurs familles et à leur communauté, les élèves du CSCN ont été invités à souligner la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation lors de la dernière semaine du mois de septembre, connue comme étant la Semaine du chandail orange.

Les écoles du CSCN ont été conviées à prendre part à diverses activités de sensibilisation à l'égard de l'histoire tragique des peuples autochtones et à réfléchir sur ses conséquences douloureuses et durables. Ils ont, par exemple, porté un chandail orange, participé à une présentation sur les appels à l'action du rapport de la Commission sur la vérité et la réconciliation, confectionné des bricolages et écouté de la musique d'artistes autochtones.

Ces efforts ne sont toutefois pas arrêtés à la fin de la semaine. Déjà inscrites dans la programmation du CSCN lors des années précédentes, les activités se prolongeront pour l'année scolaire à suivre et celles à venir. Tous poursuivront leurs réflexions quant aux histoires, aux sacrifices, aux cultures, aux contributions et aux forces uniques des Premières Nations, des Inuits et des Métis par diverses actions. La musique d'artistes autochtones continuera d'être entendue dans les salles de classe, les cours d'études sociales mettront l'accent sur les événements historiques des peuples autochtones, les livres d'auteurs autochtones seront lus et étudiés et la reconnaissance du territoire sera dite lors de l'ouverture d'événements ou de réunions.

Chaque jour, le Conseil scolaire Centre-Nord se réengage dans la reconnaissance et la réconciliation envers les peuples autochtones. Nous avons un devoir de mémoire envers eux et nous mettons en place divers moyens pour les honorer.

NUITS BLANCHES OU SOMMEIL PROFOND, À VOUS DE CHOISIR! (2^E PARTIE)

À VOUS LA JEUNESSE!
PAR KAYLIE MURANGWA

Yeux écarquillés et silence absolu... voilà ce qui m'entoure après avoir battu cette «mioche» dans l'autobus scolaire en prématernelle. C'était surprenant et inhabituel pour moi aussi.

À l'époque, si je me rappelle, j'ai tenté de justifier ma violente réprimande. Après tout, n'est-ce pas elle qui m'avait dérangée? N'est-ce pas elle qui m'avait provoquée? Alors que j'essayais de dormir?

Avec le temps, lorsqu'on analysait ce marquant combat scolaire en famille, les indices pointaient du doigt le manque de sommeil. En effet, ma sœur était à l'hôpital après une chirurgie et je ne pouvais pas m'endormir seule, dans le noir, ma terreur. Pas étonnant que je me levais du mauvais pied.

Ah, l'enfance, supposez-vous. Peut-être, mais ne tirez pas de conclusions hâtives. Si vous avez lu la première partie de mon aventure (*Qu'est-ce qui te retient éveillé si tard?*), je fais encore face à ce manque de sommeil. Après tout, ne suis-je pas plus âgée? J'ai fait une expérience de trois jours pour m'endormir le plus tard possible. Yeux plissés, somnolence : une zombie. Mes journées se résumèrent à des disputes et des maux de tête.

Cette terrible expérience m'a donc conduite à contacter Amélie Vézina et Sara Fakroune pour en savoir plus sur la carence en sommeil. Ces deux étudiantes au doctorat en psychologie clinique au Centre d'études des troubles du sommeil (CETS) de l'Université de Laval m'ont été de bon conseil.

CAUSES ET EFFETS DU MANQUE DE SOMMEIL CHEZ LES ADOLESCENTS

Amélie et Sarah se sont appuyées notamment sur l'étude américaine *Short Sleep Duration Among Middle School and High School Students* pour leurs travaux et elles soulignent que «plus de 70% [des adolescents] rapportent dormir moins de 8 heures de sommeil durant la semaine», alors que «les recommandations officielles de durées de sommeil sont pour les jeunes de 12-13 ans entre neuf et onze heures, tandis que pour ceux entre 14-17 ans, elles sont de huit à dix heures».

Êtes-vous parmi ces statistiques? Elles évoquent les changements biologiques. À 16 ans, la puberté me concerne, pfff! Nos hormones servent à transmettre des messages et nous influencent. Par exemple, elles sont la source de «l'horloge biologique et ainsi des horaires de coucher et de lever». Si vous passez la nuit sur votre portable, profitez de cette belle excuse des hormones qui vous travaillent.

Si vous êtes comme moi et que vous consommez des livres d'action ou, comme d'autres, passez votre nuit devant des jeux vidéo ou des films d'épouvante avant de dormir, attention! Ce contenu pourrait susciter de l'anxiété et vous empêcher de dormir, voire vous amener à de la somnolence diurne.

Vous pratiquez un sport, vous avez un *p'tit job*, ils pourraient être «contributeurs au manque de sommeil».

Vous n'aimez pas l'école? Bonne nouvelle! Selon les recherches d'Amélie et de Sarah, les heures de cours très matinales «peuvent contribuer de manière chronique à ce manque de sommeil, surtout en semaine».



↑ Crédit : Garth Manthe / Unsplash.com

YEUX PLISSÉS, SOMNOLENCE : UNE ZOMBIE. MES JOURNÉES SE RÉSUMÈRENT À DES DISPUTES ET DES MAUX DE TÊTE.»

Kaylie Murangwa

SI VOUS PASSEZ LA NUIT SUR VOTRE PORTABLE, PROFITEZ DE CETTE BELLE EXCUSE DES HORMONES QUI VOUS TRAVAILLENT.»

Kaylie Murangwa

GLOSSAIRE

COGNITIF

Qui concerne l'acquisition des connaissances

KAYLIE MURANGWA
CHRONIQUEUSE

Y a-t-il quelqu'un d'intéressé à signer ma pétition pour reculer l'heure des premiers cours à 10 h du matin?

CONSÉQUENCES DU MANQUE DE SOMMEIL

En m'informant des effets du manque de sommeil, j'ai serré les dents, hoché la tête et souri malicieusement, tout en laissant échapper un *p'tit tchip* coquin (bruitage effectué avec la bouche et bien connu de la culture africaine et antillaise).

Selon Amélie Vézina et Sara Fakroune, une vie d'angoisse s'offre à vous. Je confirme, c'est bien la cause de cette bagarre avec cette pauvre gamine dans l'autobus!

Cette carence en sommeil interfère avec la régulation des émotions, devient source de stress et, pour ma part, a suscité des disputes lors de mon expérience consistant à m'endormir le plus tard possible.

Il se peut aussi que le rendement scolaire soit aussi affecté, car la privatisation de sommeil nuit au fonctionnement **cognitif** «en altérant alors l'attention et l'impulsivité», expliquent-elles. Irais-je jusqu'à dire que impulsivité égale bagarre?

Plus sérieusement, ce manque de sommeil peut conduire à l'augmentation «des problèmes de santé mentale, comme l'anxiété ou la dépression, [et] même une augmentation des pensées suicidaires». Si c'est le cas, demandez de l'aide, c'est essentiel!

La santé mentale n'est pas la seule qui pourrait être fragilisée, le manque de sommeil peut occasionner des problèmes de santé physique tels que des «effets à long terme liés à l'hypertension, le diabète ou l'obésité».

La caféine, la théine, les boissons énergisantes ou le tabac ne sont pas conseillés; ils écourtent le sommeil et le rendent moins efficace.

LES EFFETS DU MANQUE DE SOMMEIL SONT-ILS RÉVERSIBLES?

Vous avez passé la nuit sur la corde à linge et vous en ressentez l'effet? N'ayez pas la chienne! Amélie Vézina et Sara Fakroune relativisent.

Si vous bâillez toute la journée, il est à peu près certain que vous allez dormir plus rapidement la nuit suivante. Alors, comme si de rien n'était, passez votre journée en développant une certaine tolérance aux effets d'une mauvaise nuit de sommeil, vous dormirez «comme un loir» plus tard. Cela suffira pour vous remettre en forme.

Soyez courageux, mes potes! Ne soyez pas timides, si vous manquez de sommeil, abordez le sujet. Amélie Vézina et Sara Fakroune encouragent la parole. Elles proposent de consulter éventuellement un professionnel de la santé (ex. : médecin de famille ou psychologue).

À CELLES ET CEUX QUI PASSENT DES NUITS BLANCHES

Si vous remettez à plus tard, repoussez, retardez, reportez et attendez la dernière minute pour préparer votre examen... Vous voilà, les rois de la procrastination! Prendre le taureau par les cornes, se préparer à l'avance et dormir suffisamment la veille de votre examen ne peut être que bénéfique. Alors, si vous voulez réussir votre examen, réfléchissez!

Pour les fêtards! Musique, lumière disco, foule... Attention à ne pas prendre le volant. En effet, vers 3 ou 4 h du matin, quand notre courbe de température corporelle est à son plus bas, l'endormissement vous guette. «C'est le plus mauvais moment pour prendre le volant», affirment-elles.

Un conseil que je ne mets jamais en pratique : apporter un sac de couchage à la fête, car il est plus sage «de s'organiser pour dormir sur place».

Dans cette quête sur les effets du manque de sommeil, il est temps de tirer sa couverture vers soi et de remercier Amélie Vézina et Sara Fakroune pour leur travail acharné. Merci du fond du cœur!

Quant à vous, mes amis, j'espère sincèrement que ces informations vous seront utiles. Après tout, n'est-il pas dit que «comme on fait son lit, on se couche»?

Il est déjà 21h! Je vous souhaite une bonne nuit. ▲



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsmn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 5 au 18 octobre 2023 : **9id5hifp**



SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.

LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE
N'AURA PLUS DE SECRETS
POUR VOUS!

Contactez-nous dès
maintenant pour prendre
rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@lecdea.ca.





Conseil de
développement
économique
de l'Alberta

Financé par :



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Funded by:

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



Avis de convocation pour l'AGA

Aux membres de l'ACFA,

Par la présente, vous êtes convoqué(e)s à l'Assemblée générale annuelle de l'ACFA qui aura lieu, dans le cadre du Congrès annuel de la francophonie albertaine, le samedi 14 octobre 2023 à 15 h 00 à l'hôtel Matrix, situé au 10640 100^e Avenue à Edmonton.

Afin de pouvoir voter durant l'AGA, tout membre doit avoir une adhésion valide à l'ACFA, en date du 14 octobre 2023. Si vous n'êtes pas déjà membre ou si votre adhésion est échue, vous pouvez devenir membre ou renouveler votre adhésion en ligne à acfa.ab.ca/acfa/formulaire-dadhesion. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter au 780.466.1680 ou par courriel à adhesion@acfa.ab.ca.

Veuillez noter que tous les membres de l'ACFA peuvent participer gratuitement à l'AGA. Pour connaître la programmation complète du Congrès annuel de la francophonie albertaine et s'inscrire aux autres portions de ce grand rassemblement, visitez www.acfa.ab.ca/congres-2023.

RÉUNION : Assemblée générale annuelle

DATE : Le samedi 14 octobre 2023

ACCUEIL ET VALIDATION DU STATUT
DE MEMBRE DES PARTICIPANT.E.S : Dès 14 h 30

DÉBUT DE L'AGA : 15 h 00

LIEU : Hôtel Matrix, situé au 10640 100^e Avenue à Edmonton,
dans la salle Quartz Ballroom

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- 1 - Ouverture de l'assemblée générale annuelle
- 2 - Mot de bienvenue de la présidence générale de l'ACFA
- 3 - Élection d'une présidence d'assemblée
- 4 - Adoption de l'ordre du jour
- 5 - Adoption et suivi du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 2022
- 6 - Présentation du rapport de la présidence générale de l'ACFA
- 7 - Présentation du rapport de la présidence du journal Le Franco
- 8 - Présentation du rapport du vérificateur (ACFA et journal Le Franco)
- 9 - Nomination d'un vérificateur ou d'une vérificatrice
- 10 - Adoption de la recommandation du CA provincial de l'ACFA concernant la composition du conseil d'administration du journal Le Franco
- 11 - Présentation du rapport de la Fondation de l'ACFA
- 12 - Rapport du directeur de l'élection de l'ACFA : CA provincial de l'ACFA 2023-2025
- 13 - Varia
- 14 - Levée de l'assemblée

acfa.ab.ca/congres-2023





↑ Les recherches sur les effets des microplastiques sur la santé humaine en sont encore à leurs débuts. Photo : European Commission (Lukasz Kobus)

NOUS INGÉRONS UNE CARTE DE CRÉDIT EN PLASTIQUE PAR SEMAINE

Chaque jour, nous ingérons des milliers de particules de plastiques à notre insu. Un phénomène qui devrait aller en s'accroissant alors que la production de plastique continue d'augmenter année après année.

Des chercheurs de l'Université de Waterloo ont récemment détecté des niveaux records de microplastiques dans l'eau relâchée dans les Grands Lacs et de ses affluents. Loin de se limiter au cours d'eau, cette forme de pollution a été détectée dans tous les environnements, incluant l'intérieur de nos maisons.

En Colombie-Britannique, des chercheurs ont même détecté du plastique dans ou sur presque tous les aliments qui composent la diète nord-américaine.

Si bien que selon une étude réalisée en

Australie, une personne ingère en moyenne 5 grammes de microplastiques par semaine, soit l'équivalent du plastique contenu dans une carte de crédit.

La majorité de ces particules seront éliminées relativement facilement par le corps, explique Joana Correia Prata, chercheuse à l'institut de médecine et de recherches biomédicales de Porto, au Portugal. «Nous avons des mécanismes pour nous protéger. Par exemple, les plus gros morceaux que nous respirons restent pris dans notre nez et on les éjecte en éternuant.»

Aussi, le **mucus** présent dans la gorge et le système digestif bloque le passage des microplastiques et les empêche d'aller plus loin dans le système, décrit-elle.

«En fin de compte, c'est moins de 1 % des particules qui pourront traverser et entrer dans notre sang puis nos organes. Ça peut sembler peu, mais il faut se rappeler que l'on parle de millions de particules, alors il y en a quand même des centaines de milliers qui réussissent à passer.»

DES EFFETS DIFFICILES À MESURER

Les recherches sur les effets des microplastiques sur la santé humaine en sont encore à leurs débuts, rappelle la chercheuse. Chaque morceau de plastique est unique et peut créer des effets

différents, ce qui les rend très difficiles à étudier de façon contrôlée.

FRANCIS
HÉBERT-BERNIER
JOURNALISTE

«Chaque particule est un monde en soi, expose-t-elle. Elles diffèrent chimiquement selon le type de polymère et les additifs qu'elles contiennent, physiquement selon leur forme et même leurs couleurs et par les interactions qu'elles ont eues avec l'environnement.»

Nous savons en revanche que les particules de microplastiques peuvent agir comme les autres particules fines présentes dans l'air et dans certaines conditions causer des lésions ou même bloquer des vaisseaux sanguins au niveau des poumons, souligne Joana Correia Prata.

Des produits chimiques présents dans l'environnement ou des bactéries peuvent en outre se lier au plastique puis être libérés dans un organisme comme un humain ou un animal. «Mais l'inverse est aussi vrai, on a vu des cas où des substances toxiques présentes dans un organisme se sont liées au plastique avant d'être expulsées par le système digestif», nuance la professeure.

Mais tout semble indiquer que, du moins à court terme, cette ingestion de microplastique a un effet somme toute limité sur la santé humaine dans la majorité des cas. «Nous en respirons constamment et nous sommes toujours en vie après tout», remarque-t-elle.

MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE GUÉRIR

Cela n'exclut toutefois pas que la présence de microplastique puisse entraîner des problèmes à long terme tels que des maladies chroniques ou le cancer, «mais ça prendra encore plusieurs années et de nombreux projets de recherche pour le savoir», note Joana Correia Prata.

«Ce qui ne veut pas dire qu'il faut attendre d'avoir prouvé hors de tout doute que ces particules sont nocives pour agir et diminuer leur prolifération», prévient Karen Wirsig, directrice de programme chez Environmental Defense Canada.

«Les microplastiques peuvent se frayer un chemin jusqu'à notre cerveau, ça ne prend pas beaucoup d'imagination pour comprendre que ce n'est pas une bonne chose, ni pour la santé humaine, ni pour la santé animale et l'environnement.»

UN PROBLÈME EN EXPANSION

Un enjeu d'autant plus important, selon elle, car la pollution de microplastique émise chaque année ne disparaît pas; le problème va toujours en s'amplifiant.

Ce que confirme Johnny Gasperi, directeur de recherche au laboratoire Eau et Environnement de l'Université Gustave-Eiffel à Nantes, en France : «Certains procédés chimiques, physiques et biologiques permettent de dégrader le plastique, mais leur effet est minime. Donc évidemment on est en train de constituer des stocks très importants de débris plastiques, un héritage qui va demeurer pour le futur.»

De plus, nous produisons toujours plus de plastiques année après année, comme en témoigne une étude commandée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La production annuelle a plus que doublé depuis le début du siècle, passant de 234 millions de tonnes en 2000 à 460 millions de tonnes en 2019 à l'échelle planétaire.

UNE ACTION CONCERTÉE

De plus, il serait futile, selon le



↑ Joana Correia Prata est chercheuse à l'institut de médecine et de recherches biomédicales de Porto, au Portugal. Photo : Courtoisie

Souvent, mais pas toujours microscopiques

Selon la définition généralement retenue, tout morceau ou particule de plastique d'une taille inférieure ou égale à 5 mm est considéré comme étant du microplastique. Si les scientifiques parlent de microplastiques, c'est principalement pour désigner des morceaux trop petits pour être vus, comme ceux que nous respirons tous les jours, indique Joana Correia Prata, chercheuse à l'institut de médecine et de recherches biomédicales de Porto, au Portugal.

chercheur, de tenter des opérations de nettoyage pour retirer les microplastiques présents dans l'environnement. «Par exemple, une fois qu'il rejoint une rivière, le microplastique se mélange à toute sorte d'autres éléments comme les minéraux. Retirer l'un sans retirer l'autre serait presque impossible.»

Aussi, s'il est possible de placer des systèmes de filtration pour capter ces particules, notamment à la sortie des machines à laver, ceux-ci resteraient très coûteux et auraient une efficacité mitigée, ajoute Karen Wirsig.

Resserrer les règles qui encadrent les producteurs de plastique représenterait

une avenue plus intéressante selon elle, car leurs usines demeurent une des premières sources d'émissions.

Toutefois, seule une action concertée entre les différents pays pourrait faire

une réelle différence d'après elle, car ce type de pollution ne se soucie pas des frontières.

«Il y a plein de mesures qui peuvent être prises pour mitiger le problème, mais au final elles n'auront pas d'effets significatifs si nous n'essayons pas de réduire la quantité de plastique que nous produisons», conclut-elle. ▲

GLOSSAIRE

MUCUS

Substance visqueuse et protectrice sécrétée par les glandes muqueuses





↑ *Monochrome* de Camille Paris dans l'Espace membres du CAVA. Photo : Aidan Macpherson



↑ *Vaches, the musical*. Photo : Marianne Duval



ON A UNE
SUCCESSION
D'ARTISTES
QUI CHANGENT
TOUTES
LES SEPT
SEMAINES.»

Fabienne
Mamane Vivani

UNE RENTRÉE ARTISTIQUE PROMETTEUSE DANS LA CAPITALE

Des acteurs de la communauté artistique d'Edmonton entament leur rentrée et proposent une panoplie d'événements culturels jusqu'en juin prochain. L'UniThéâtre, le Centre d'arts visuels de l'Alberta et Opus@12 dévoilent une programmation variée.



CE SONT DES
SHOWS QUI
SONT PLUS
PERSONNELS,
PLUS
TOUCHANTS,
LES CHOSES
SONT PLUS
DRÔLES.»

Steve Jodoin

GLOSSAIRE

ABORDABLE

Qui est d'un prix accessible à tous

AIDAN MACPHERSON
JOURNALISTE



↑ Fabienne Mamane-Vivani est la directrice artistique du Centre d'arts visuels de l'Alberta. Crédit : Courtoisie

L'UniThéâtre, la seule compagnie de théâtre francophone professionnelle en Alberta, entame sa 31^e saison. Au programme, trois pièces tout public et un spectacle pour enfants. Son directeur artistique et général, Steve Jodoin, est enthousiasmé par cette sélection «plus légère que par le passé». «On a une belle palette de spectacles, je trouve, cette année, s'exclame-t-il. Ce sont des *shows* qui sont plus personnels, plus touchants, les choses sont plus drôles.»

Il cite, par exemple, *Vaches, the musical*, une comédie musicale programmée à la fin de mars. Conçue à Ottawa par deux dramaturges franco-ontariens, elle raconte l'histoire vraie d'un fermier qui a tenté de sauver ses vaches pendant la crise du verglas qui a dévasté l'Est canadien en 1998. Originaire du Québec, Steve s'en souvient comme si c'était hier. «Moi, j'étais à Montréal. On vivait dans un deuxième étage, en appartement. À Montréal, [il y a] des escaliers qui tournent [...] et on ne pouvait pas descendre parce qu'il y avait tellement de glace partout!»

Comédien depuis plus de 20 ans, Steve a également hâte de monter sur scène en mai 2024. «Je vais jouer dans la pièce de *Trout Stanley*», une œuvre surréaliste se déroulant dans le nord de la Colombie-Britannique, qui sera présentée en collaboration avec le Théâtre Niveau Parking de Québec. Écrite originalement en anglais par la Torontoise Claudia Dey, la pièce sera interprétée pour la première fois en français.

Cet esprit de collaboration imprègne la saison entière. Les première et dernière pièces de la saison seront montées par le Théâtre La Seizième, de Vancouver, un partenaire de L'UniThéâtre depuis des années. *Michel(le)*, prévue du 26 au 28 octobre, mettra en scène Joey Lespérance, un comédien franco-vanouvérois. Une pièce engagée sur l'acceptation des différences dans les années 1960 et 1970. La compagnie de théâtre sera de retour à Edmonton le 9 juin pour présenter *La Befana*, une pièce pour enfants qui s'articule autour des légendes du nord de l'Italie et des sorcières.



↑ Un concert d'Opus@12 dans la rotonde de La Cité francophone. Photo : Courtoisie

AMATEURS ET PROFESSIONNELS EXPOSENT AU CAVA

La galerie d'art francophone prévoit une programmation continue dans ses deux salles d'exposition tout au long de l'année. Dans l'Espace membres, on retrouve les œuvres des artistes franco-albertains et francophiles membres de l'organisme. Différents médiums y sont proposés : on pourra y découvrir des peintures, des dessins et aussi des photographies. Le public peut d'ailleurs se procurer ces œuvres qui sont mises en vente.

La seconde salle d'exposition, l'Espace exploration, abrite des installations présentées par des artistes de tout le Canada et mettant en valeur bien d'autres médiums artistiques. «On a une succession d'artistes qui changent toutes les sept semaines», atteste Fabienne Mamane Vivani, directrice générale du CAVA. Le public a donc toujours quelque chose de nouveau à découvrir.

Jusqu'au 17 octobre, le public peut y admirer l'exposition *Faire face*, une vitrine mettant en valeur les céramiques de Bonnie Gilmour et de Charley Farrero, tous deux originaires de Saskatoon. Au travers de leurs œuvres, ce couple explore des enjeux sociaux tels que l'injustice, les différences de classe, le colonialisme, notamment avec les écoles résidentielles, mais aussi l'exploitation pétrolière. Ils ont également façonné un bon nombre de gargouilles en argile, inspirées de l'architecture française, qui occupent le centre de la salle.

Parallèlement, dans l'Espace membre à côté, la thématique s'inspire de la saisonnalité. Lors du vernissage de *Mouvement, lumière et profondeur de la nature*, le 21 septembre dernier, la peintre Mariam Qureshi a dévoilé son goût pour les images et les couleurs d'automne. Grâce à l'acrylique et à l'huile, elle sublime les teints orangés de la saison et la nudité des arbres.

D'autres créations ont aussi leur place. Lors de la soirée du 14 septembre, trois artistes edmontonniennes ont fait leurs propres vernissages. Camille Paris partage avec le public ses dessins floraux monochromes, Denise Lauzon Dempsey, des clichés de nature, alors que Rachel Barthélemy exploite les natures mortes en exposant divers objets sur canevas. Ces artistes sont à découvrir jusqu'au 17 octobre.



↑ Steve Jodoin directeur artistique et général de l'UniThéâtre. Photo : Capture d'écran - lunitheatre.ca

«On essaie d'avoir une toile de chaque artiste qui est actif au CAVA et on fait des rotations», précise la directrice générale du CAVA. Un rythme qui encourage les gens à revenir souvent à la galerie d'art francophone. «On veut rester dynamique, actif et divers.»

LA MUSIQUE DE CHAMBRE S'INSTALLE À LA CITÉ

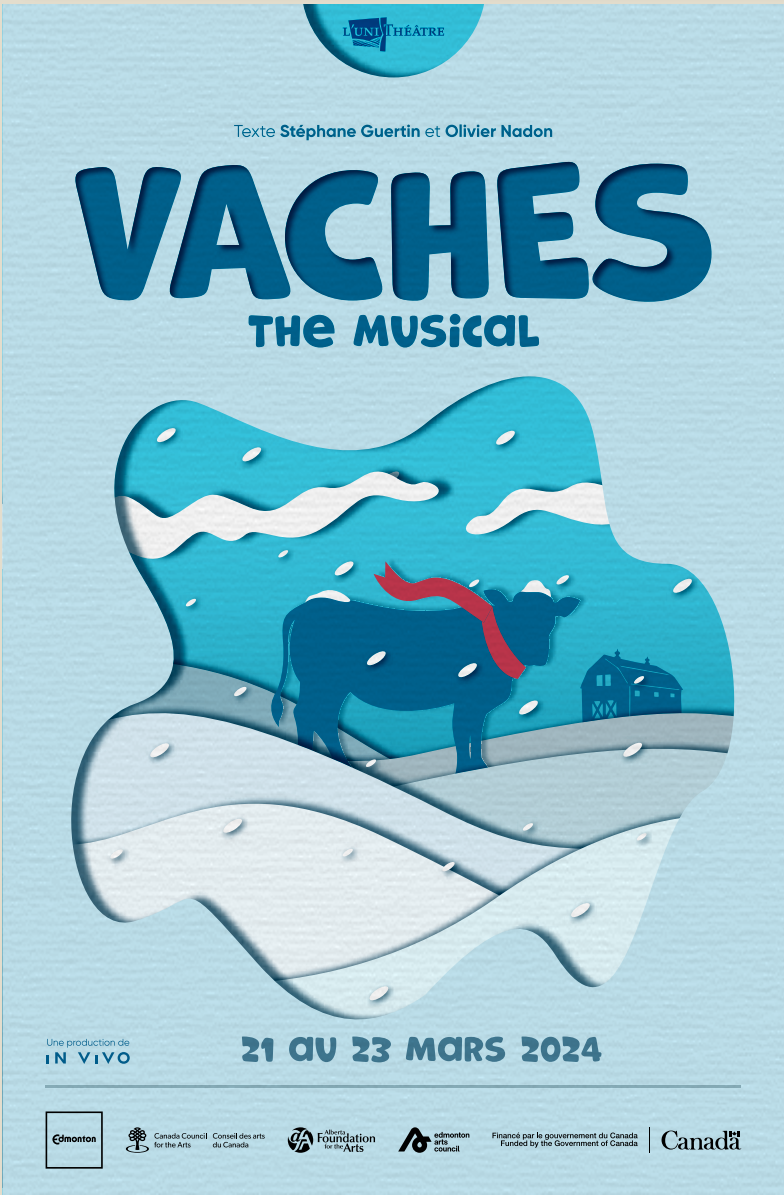
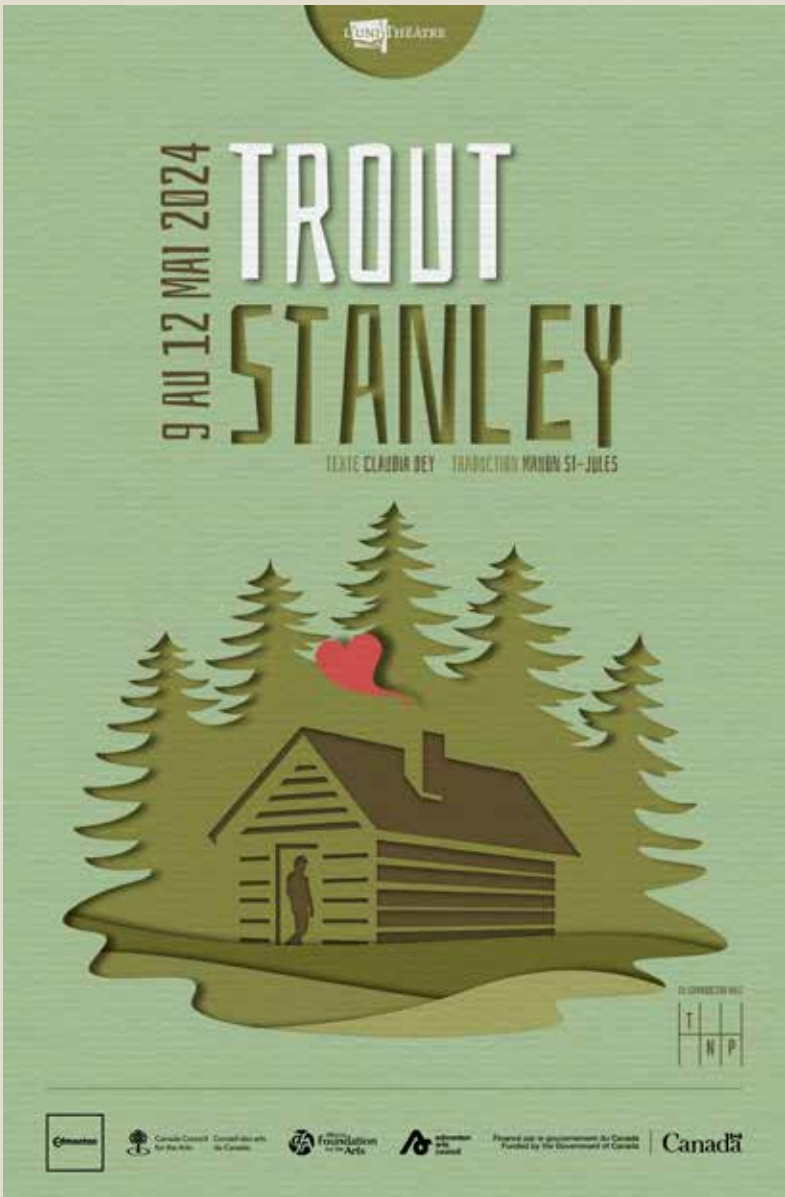
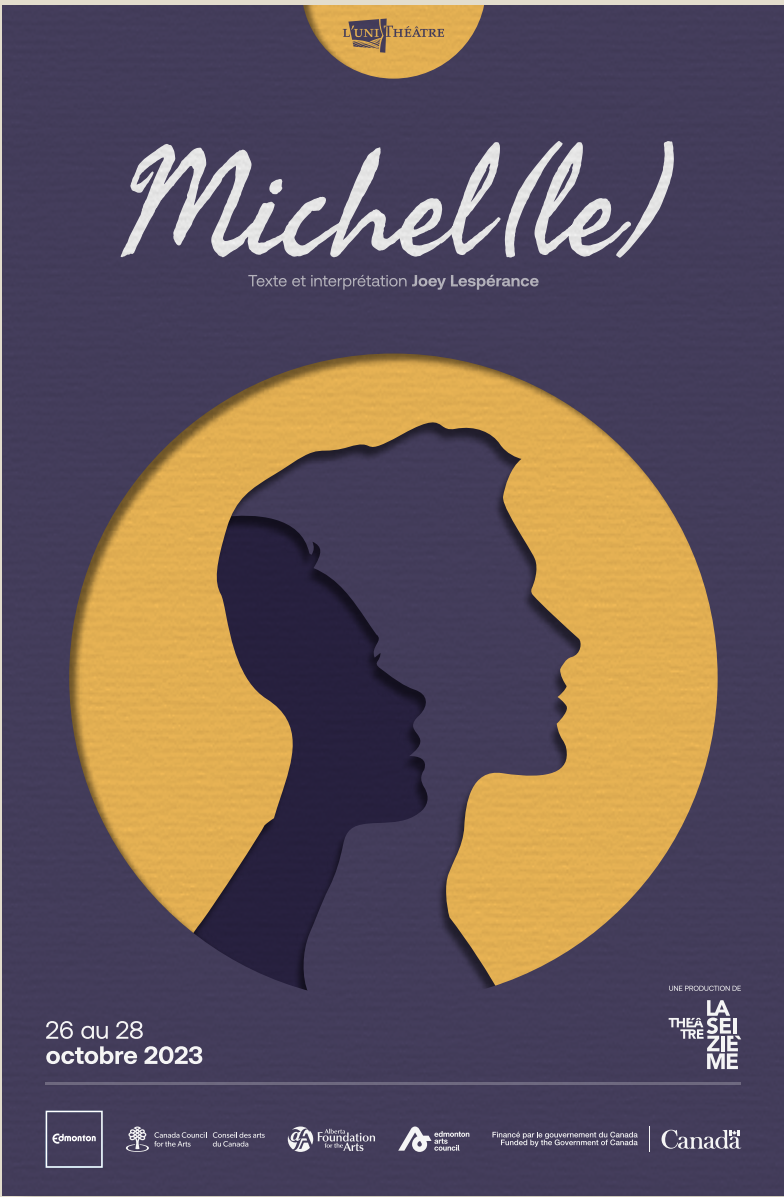
L'orchestre de musique de chambre Opus@12, composé entièrement de bénévoles, continue sa tradition de concerts gratuits dans la rotonde de La Cité francophone. Un jeudi par mois, une dizaine de musiciens se rassemblent à midi pour jouer des mélodies célèbres et des airs moins connus devant un auditoire passionné. De Bach à Haendel, ces spécialistes mettent en valeur la musique de la Renaissance, de l'époque baroque à aujourd'hui.

Fondé en 2011, «c'est un réseau de 143 musiciens», explique Rock Larochelle, cofondateur et directeur de l'ensemble. Flûtiste chevronné, il est heureux d'entamer une nouvelle saison qui comprendra neuf concerts de septembre à juin (à l'exception de janvier). «En général, c'est tellement difficile de rassembler les musiciens pendant l'été», admet-il. L'organisme sans but lucratif déploie un portail électronique permettant aux membres de s'organiser selon leur disponibilité. «C'est à eux de configurer leurs groupes», note Rock.

Cette année encore, divers instruments raviront les oreilles des spectateurs. Violon, hautbois et clavecin sont des incontournables de la musique baroque. Les concerts ont lieu à l'heure du lunch, alors que celles et ceux qui fréquentent La Cité francophone sont en plein mouvement. L'ambiance reste donc détendue.

Selon Rock Larochelle, ces concerts informels attirent des personnes qui ne peuvent pas assister facilement à des événements semblables, surtout les aînés. «C'est **abordable** pour le monde aussi», ajoute-t-il en soulignant la gratuité des concerts en comparaison avec ceux offerts par d'autres ensembles philharmoniques.

Le prochain concert d'Opus@12 aura lieu le 26 octobre. Rock Larochelle indique, de plus, une cerise sur le gâteau en décembre, «d'habitude, à Noël, on amène tout un orchestre symphonique!» ▲



ABONNEZ-VOUS À L'UNITHÉÂTRE!



↑ 10 h 30, heure du départ pour les 170 coureurs! Photo : Yulia Motuz

LA FRENCH RUN : UNE COURSE POUR LA FRANCOPHONIE

Dimanche 17 septembre dernier, l'Alliance Française de Calgary a organisé la deuxième édition de La French Run. Une course-événement qui a réuni plus de 170 coureurs au cœur du quartier francophone de Calgary.

L'Alliance Française, acteur incontournable de la francophonie à Calgary, a lancé en 2022 la 1^{re} édition de cette course ouverte à tous pour célébrer le sport et la francophonie avec succès.

Pour sa seconde édition, la course s'est déroulée à Rouleauville, aujourd'hui nommé Mission. L'occasion pour les coureurs d'en découvrir le cœur historique et d'admirer la Elbow River depuis le parc Lindsay. Les participants ont eu le choix entre deux distances, 5 et 10 kilomètres, rendant l'évènement accessible à tous.

La French Run était aussi l'occasion de réunir les francophiles autour de la culture et de la gastronomie française. De nombreux partenaires francophones se sont mobilisés pour l'occasion. La boutique d'articles de sport Décathlon, Yann Haute Pâtisserie et la pâtisserie Blacksheep étaient notamment présents. Les participants ont pu déguster des croissants et madeleines, récupérer de nombreux cadeaux qui leur étaient réservés et profiter de l'ambiance chaleureuse de l'évènement.

Après le succès de sa deuxième édition, La French Run devrait faire son retour à Calgary en 2024 et pourrait même s'exporter dans d'autres villes pour le plus grand plaisir de tous! ▲



↑ De nombreux partenaires francophones ont été mobilisés pour l'évènement dont Décathlon. Photo : Shangnong Hu



↑ La French Run, c'est une célébration de la francophonie et du sport sous le signe de la convivialité. Photo : Yulia Motuz

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• POUR CONTACTER LE JOURNAL :
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• ARNAUD BARBET
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA

• ISABELLE DÉCHÈNE GUAY
RÉVISEUR

• GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE
JOURNALISTECALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS
ÉTIENNE HACHÉ, AIDAN MACPHERSON,
KAYLIE MURANGWA, MARIANNE DÉPELTEAU,
FRANCIS HÉBERT-BERNIER,
JULIETTE ANNE (AF)

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Alberta
Weekly Newspapers
Association

Lignes Agates Marketing

réseau presse

médias professionnels de l'Alberta

FIER MEMBRE

CentralWeb

Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada